

Une question agraire pour le XXIème siècle ? Henry Bernstein et les « études agraires critiques »

contretemps.eu/henry-bernstein-agriculture-capitalisme

Edouard Morena

20 juin
2019



Peu connu en France, Henry Bernstein jouit pourtant – avec son collaborateur Terence Byres – d'un très grand prestige dans le monde anglophone pour avoir formé des générations de sociologues « ruralistes » marxistes, souvent impliqués dans les mouvements paysans de leur pays d'origine, en Inde et en Asie en particulier. La revue qu'il a fondée (Journal of Peasant Studies, devenue Journal of Agrarian Studies) est une des plus importantes revues de sociologie critique en matière d'études rurales. L'article d'Edouard Morena, enseignant-chercheur au University of London Institute de Paris, présente une discussion approfondie des théorisations marxistes de la question paysanne.

Point de salut sans paysans ?

C'est dans le cadre de mes recherches doctorales sur la Confédération paysanne que j'ai découvert la version originale en anglais de l'ouvrage *L'Agriculture à l'Ère de la Mondialisation* (titre original : *Class Dynamics of Agrarian Change*) qui vient de sortir aux Éditions Critiques[1]. Je m'étais familiarisé avec les travaux d'Henry Bernstein bien avant

la sa publication en 2010. Je m'étais tout particulièrement intéressé à sa critique de l'emploi du référentiel « paysan » pour désigner les petits producteurs agricoles ; critique qui informa fortement ma propre analyse de la Conf' et de ses usages de la « paysannerie » comme ressource de mobilisation. Bien qu'il aborde ce sujet, cet ouvrage va bien au-delà d'une critique de l'« essentialisme paysan ». Henry Bernstein réussit le tour de force de rendre accessible et tangible des idées et cadres conceptuels ardues et complexes. Déjà traduit et publié dans une dizaine de pays (parmi lesquels, le Brésil, la Chine, la Turquie, le Japon, le Mexique, l'Indonésie, l'Espagne, la Russie, la Thaïlande, et la Corée), cet ouvrage offre, en à peine 180 pages, une grille de lecture cohérente et convaincante des transformations passées et en cours de l'agriculture, et de leurs liens avec le capitalisme. Enfin, et pour le public français, il participe au renouvellement d'un cadre théorique marxiste que beaucoup présentent, à tort, comme moribond et inadapté à la compréhension des évolutions de l'agriculture, des milliards de femmes et hommes qui en dépendent – entièrement et partiellement –, et des nouveaux défis – notamment environnementaux – auxquels elle doit faire face.

Ce détour par les idées de l'une des principales figures de la pensée agraire critique anglo-saxonne a le grand mérite de mettre indirectement en évidence les incohérences et lacunes de certaines analyses marxistes françaises sur le rapport entre agriculture et capitalisme. Je pense notamment à celle de Claude Servolin sur « l'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste », qui est régulièrement présentée comme *la* contribution du marxisme hexagonal à la sociologie et à l'économie rurale. L'une des idées avancées par Servolin dans son fameux texte de 1972 est que la « paysannerie » constitue un mode de production particulier et donc séparé du mode de production capitaliste (MPC). Cela a pour double effet d'écarter l'idée de lutte des classes entre petits et grands exploitants, et de nier l'existence de différentes formes d'exploitation au sein des ménages agricoles.[2] Il contribue ainsi à entretenir l'idée – bien ancrée dans la société française et abondamment relayée – qu'un « paysan » est incapable d'exploiter autrui mais, par contre, qu'il est lui-même systématiquement exploité (par les propriétaires terriens, les banques, l'agro-industrie, l'État, les citadins, etc.).

La popularité et la force de l'analyse servolinienne tient sans doute au fait qu'elle confirme – alors qu'on pourrait légitimement s'attendre au contraire – les thèses « néo-ruralistes » et « mendrassiennes empiriques »[3] qui présentent la « paysannerie » comme formant une « société » distincte de la « société englobante », et dont les membres seraient dotés d'un « ethos » et d'une « rationalité » spécifique : non-capitaliste, anti-productiviste, solidaire, authentique, respectueuse et proche de la nature (par opposition aux « agriculteurs industriels/productivistes » et aux villes).[4]

Cette jonction entre analyses plus théoriques se revendiquant du marxisme, et travaux empiriques non marxistes a notamment eu pour conséquence d'occulter les travaux, certes minoritaires, d'autres marxistes de l'époque. Je pense notamment aux travaux de Jean Cavailhès et Hervé Ossard, chercheurs à l'INRA dont les deux articles publiés en 1976 dans *Critiques de l'économie politique*, offrent une critique cinglante de l'analyse de

Servolin.[5] Cette jonction a aussi – et peut-être surtout – permis aux thèses néo-populistes et néo-ruralistes de durablement s’implanter dans les milieux académiques et militants de gauche français – du fait notamment des liens durables tissés entre chercheurs et « paysans » de gauche au cours des années 1970 et 1980 (Morena, 2016). La crise environnementale et la montée en puissance de l’écologie politique au cours des années 1980 n’a fait que renforcer l’idée que la petite production paysanne, du fait de son caractère *intrinsèquement* non-capitaliste et « enracinée », formait une alternative crédible au modèle agricole dominant « hors-sol ». En favorisant une remise en cause non plus du seul capitalisme mais de la modernité en général – dans ses variantes capitalistes et socialistes –, et alors que l’antitotalitarisme avait le vent en poupe, le tournant environnemental de la sociologie et de l’économie rurale a fini d’expurger les discours et analyses critiques de l’agriculture de leurs références à Marx et à ses épigones (Engels, Kautsky, Lénine).

D’une analyse de l’absorption de l’agriculture dans le capitalisme, on est passé à une critique du productivisme agricole. Ce glissement sémantique n’est pas anodin. Comme l’a écrit Maxime Prével, le productivisme agricole c’est « produire abondamment et à tout prix ». Dès lors, la production en agriculture apparaît comme une fin en soi (« produire pour produire »), et non plus un outil au service de l’accumulation capitaliste. Le fait de poser la production comme finalité, nous incite à nous intéresser aux techniques de production (utilisation massive d’engrais synthétiques, pesticides, machines, énergie fossile) et à ceux qui les emploient, et nous dévie des dynamiques de classes en agriculture.

Au « modèle » de l’agriculture productiviste on oppose celui « d’agriculture paysanne » fondé sur un « éthos », une « logique », et des « valeurs » paysannes particulières, qui seraient elles-mêmes le fait d’un « lien immédiat avec la terre » et d’une « inscription dans un milieu social naturel », et dont la finalité ne serait plus la quantité mais la qualité et « l’authenticité ». La crise de l’agriculture et la baisse sensible du nombre d’agriculteurs serait moins la conséquence de la « sourde pression des rapports économiques » – et donc de logiques d’exploitation non seulement entre agriculteurs et non-agriculteurs mais aussi entre producteurs et au sein même du ménage agricole – que le fait de forces extérieures à l’agriculture et aux campagnes (l’État, les techniciens, les politiques, les urbains, l’industrie agroalimentaires) dont l’unique but serait, au nom du progrès, de « sacrifier » les paysans qui incarnent la possibilité d’une société postproductiviste « prudente, solidaire et pluraliste. » L’ouvrage de Pierre Bitoun et Yves Dupont, *Le Sacrifice des Paysans* (2016), est représentatif de ce corpus académique qui se veut à la fois critique et à la marge du champ académique de la sociologie et de l’économie rurale, et en même temps proche des mouvements (Confédération paysanne, Via Campesina) représentatifs de la « nouvelle gauche paysanne ». Les deux auteurs vont jusqu’à qualifier « d’éthnocide » cette volonté de faire disparaître les paysans en les transformant en agriculteurs productivistes ou en les obligeant à se reconvertir dans d’autres milieux professionnels.

Les études agraires critiques

La crise du marxisme agraire en France et cette mainmise « néopopuliste » et « néoruraliste » sur les analyses critiques de l'agriculture, contraste fortement avec l'essor des études agraires critiques [*critical agrarian studies*] anglophones ; études agraires critiques que contribuera à développer Bernstein. A partir du milieu des années 1980, ce champ de recherche va s'imposer comme le principal forum académique dans le domaine de l'économie politique agraire. Bien que le courant « néopopuliste » y occupe une place de choix (voir par exemple les travaux de Jan Dowe Van Der Ploeg), les études agraires critiques accordent aussi de l'importance aux analyses marxistes. D'ailleurs, leur succès s'explique autant par leur réinvestissement assumé de l'économie politique marxiste (notamment en revisitant les débats anciens entre marxistes et populistes par exemple) que par leur approche non-dogmatique et leur prise en compte des transformations de l'agriculture, du monde rural et, plus généralement, du capitalisme, depuis les travaux fondateurs de Marx, Engels, Chayanov, Lénine ou Kautsky.

Les études agraires critiques puisent leur force et leur vitalité dans les réseaux internationaux d'acteurs, les institutions d'enseignement et de recherche, les colloques et les publications qui leur sont consacrés. Plusieurs universités et instituts de recherche au « Nord » comme au « Sud » accueillent des cours, colloques et séminaires de recherche qui se revendiquent de ce courant de recherche. Ils instruisent et forment les nouvelles générations de spécialistes, chercheurs, et praticiens en développement agraire. Ils permettent au courant de disposer des ressources à la fois intellectuelles et matérielles indispensables à sa pérennité et à son développement.[6]

Aux universités et institutions s'adjoignent divers réseaux régionaux et internationaux de chercheurs, d'acteurs du développement et de militants, parmi lesquels, les *Initiatives in Critical Agrarian Studies* (ICAS). Ce réseau international, qui compte parmi ses membres plusieurs universitaires de renom (Ben Cousins, A. Harron Akram Lodhi, Tony Weis, etc.) et figures du monde associatif et militant international (Walden Bello, Sofia Monsalve, Antonio Onorati, Eric Holt-Gimenez, etc.) produit et diffuse des travaux de recherche, organise des conférences internationales sur des sujets aussi divers que l'accaparement des terres, la souveraineté alimentaire ou encore l'agriculture face au changement climatique. Leurs profils reflètent la richesse et la diversité des analyses critiques et des enjeux existants dans le domaine agraire. Dans leurs analyses et travaux, ils se réfèrent à – et parfois combinent – un large éventail d'approches disciplinaires (économie politique, écologie politique, sociologie politique, géographie, anthropologie), de thématiques (systèmes agro-alimentaires [*food systems*], agro-écologie, accaparement des terres, souveraineté alimentaire, crise climatique) et de courants intellectuels (marxisme, néopopulisme, etc.).

Deux revues scientifiques, le *Journal of Peasant Studies* (JPS) et le *Journal of Agrarian Change* (JAC), jouent un rôle essentiel dans la structuration et la diffusion du champ des études agraires critiques[7]. Fondé à Londres en 1973, le JPS se fixe pour objectif de « provoquer et promouvoir une réflexion critique sur les structures sociales, institutions, acteurs et processus de changement à l'intérieur de et en rapport avec le

monde rural ». Le JPS entretient des liens très étroits avec plusieurs acteurs clés du mouvement anti-globalisation et de la galaxie « pro-paysanne » internationale (Transnational Institute, FIAN, FoodFirst, GRAIN, La Via Campesina). Les colonnes de la revue leurs sont d'ailleurs régulièrement ouvertes, notamment à travers une section consacrée aux luttes paysannes et agraires. Créé en 2001 par Henry Bernstein et Terence Byres[8], le JAC se présente comme une revue d'économie politique agraire qui s'intéresse aux rapports sociaux et de pouvoir, aux dynamiques de production, et aux structures de propriétés dans les formations agraires contemporaines et passées. Les analyses « pro-paysannes » sont moins présentes dans le JAC que dans le JPS.

Dès lors, et sans être systématique, on constate une division du travail entre les deux revues. Le JAC a tendance à publier des travaux plus « classiques » – notamment en économie politique marxiste – et plus distanciés et critiques à l'égard des mouvements censés représenter les intérêts des populations agraires. Le JPS, quant à lui, publie régulièrement des travaux et analyses qui, au-delà de leur valeur scientifique, traduisent une certaine bienveillance envers les « paysans » et les mouvements censés les représenter. Cette complémentarité entre les deux revues contribue incontestablement au dynamisme et à l'attrait des études agraires critiques.

Vers une nouvelle question agraire ?

Parmi ses nombreuses contributions au champ des études agraires critiques, Bernstein fut l'un des principaux artisans – avec Terence Byres – de la déconstruction théorique du cadrage marxiste classique de la question agraire, et de l'analyse de sa pertinence pour la compréhension des transformations agraires en cours. Dans sa formulation classique (fin du XIX^e – début du XX^e siècle), la question agraire s'intéresse essentiellement au rôle des paysans et de l'agriculture dans la transition vers le capitalisme de formations sociales européennes dominées par des systèmes agraires précapitalistes. Elle est généralement associée à une série de textes publiés par une poignée de figures marxistes à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Pour ces penseurs, il s'agit notamment d'analyser les mutations induites par l'essor du capitalisme en milieu rural et de voir dans quelle mesure et par quels biais le déploiement du capitalisme agraire est facteur d'industrialisation. L'enjeu de la « transition agraire », à savoir « les mutations à la campagne indispensables au développement du capitalisme ou du socialisme *dans leur ensemble*, et à la domination ultime de l'un de ces modes de production dans une formation sociale nationale donnée », est donc au cœur de la formulation classique de la question agraire (Byres, « The Agrarian Question. Forms of Capitalist Agrarian Transition and the State : An Essay with Reference to Asia », 1986, page 4).

Comme l'expliquent Haroon Akram-Lodhi et Cristobal Kay,

« L'exposition classique de la question agraire accorde une place centrale aux mutations des moyens d'existence paysans face aux reconfigurations du procès de travail, des rapports de production, de l'extraction et de l'accumulation de plus-value et à l'apparition de capital agraire ».

Dès la fin des années 1970, un petit groupe de chercheurs – pour la plupart spécialistes des questions de développement et dont plusieurs publient dans le *Journal of Peasant Studies* – va procéder à une déconstruction méthodique de la question agraire dans sa formulation classique. Comme nous le verrons plus loin, ce travail de déconstruction s'accompagnera d'une réévaluation de sa pertinence actuelle, notamment dans le contexte de la mondialisation néolibérale ; réévaluation qui est au cœur de l'analyse proposée par Bernstein dans son ouvrage. Terence Byres joua un rôle de premier ordre dans ce travail de déconstruction et d'identification des principales dimensions de la formulation marxiste classique de la question agraire. Publié en 1986, son article intitulé « The Agrarian Question. Forms of Capitalist Agrarian Transition and the State : An Essay with Reference to Asia » distingue trois formulations « classiques » de la question agraire.

Première formulation de la question agraire

La première formulation procède d'un enjeu fondamental pour la gauche révolutionnaire européenne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle : comment prendre le pouvoir dans des pays en transition vers le capitalisme mais où dominant encore des rapports sociaux précapitalistes ? Pour Byres, le texte le plus emblématique de cette formulation de la question agraire est *La question paysanne en France et en Allemagne* de Friedrich Engels. Rédigé en 1894, ce texte, remarquable à bien des égards et dont les préceptes furent adoptés par de nombreux révolutionnaires de l'époque, apparente la question agraire à la question paysanne, c'est-à-dire aux défis politiques posés par la persistance d'une forte population agricole. Pour Engels, et pour le mouvement socialiste dans son ensemble, le principal enjeu est de bâtir des alliances entre le mouvement ouvrier et certaines sections d'une population paysanne en cours de décomposition du fait de l'extension du capitalisme agraire.

Cette première formulation de la question agraire a donc trait à la dimension politique du retard économique. Au tournant du XX^e siècle, dans de nombreux pays européens – hormis l'Angleterre –, le capitalisme n'avait pas encore entièrement supplanté les rapports sociaux précapitalistes :

« En tant que réalité agraire dominante, avec son opposition marquée entre producteur agricole capitaliste et salariat que la logique du *Capital* de Marx présentait comme inéluctable à long-terme du fait de l'action de 'la loi économique du mouvement de la société moderne' ».

Face à cet état de fait, il fallait impérativement bâtir une stratégie de conquête du pouvoir adaptée aux réalités économiques et sociales des pays d'Europe continentale qui n'avaient pas encore achevé leur transition vers le capitalisme. Il s'agissait à la fois de mieux appréhender les conséquences des rapports de classe sur les mobilisations politiques et d'analyser leurs effets sur le rythme et la forme des transformations à la campagne.

À ce stade, il est important de noter qu'Engels considérait qu'avec le déploiement du capitalisme agraire, la question du même nom allait inéluctablement se résoudre d'elle-même. À la différence de Marx, Engels reconnaît que l'émergence d'un capitalisme

industriel n'est pas totalement subordonnée à l'émergence d'un capitalisme agraire. En d'autres termes, la coexistence entre une agriculture – et donc des paysans – non-capitaliste et une industrie capitaliste – et donc des prolétaires – est possible. À plus ou moins long terme, avec le déploiement du capitalisme agraire, les rapports de production capitalistes s'étendent et se généralisent en milieu rural, la paysannerie disparaît, et l'enjeu de l'alliance entre ouvriers et paysans devient suranné. Mais entre-temps, il faut impérativement s'assurer le soutien des masses paysannes (tout en leur faisant clairement comprendre que leur destin est inéluctablement scellé à celui du prolétariat). La découverte du potentiel révolutionnaire de la paysannerie – lié aux effets contradictoires du développement capitaliste sur leur existence – et la volonté de bâtir des alliances (certes ponctuelles) avec elle marque une deuxième rupture avec le cadrage marxien. Il s'agit là d'une évolution importante comparée au célèbre « sac de pomme de terres » décrit par Marx dans Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.

Deuxième formulation de la question agraire

La deuxième formulation de la question agraire classique identifiée par Byres a trait aux trajectoires empruntées par le capitalisme en milieu rural, et aux obstacles qu'il rencontre. Il s'agit, d'une part, d'étudier les disparités et les connexions entre capitalisme agraire et capitalisme industriel, et d'autre part, d'examiner les trajectoires de développement du capitalisme en agriculture dans différents contextes nationaux. Cette formulation de la question agraire est donc essentiellement centrée sur la problématique de la production.

Byres associe cette formulation aux travaux de Lénine et Kautsky, et tout particulièrement à La Question Agraire (Kautsky) et Le Développement du Capitalisme en Russie (Lénine), tous deux publiés en 1899. Dans la continuité de l'analyse de Marx dans Le Capital – centrée sur l'Angleterre –, les deux textes étendent l'analyse du développement du capitalisme agraire à l'Allemagne à l'est de l'Elbe et à la Russie, respectivement.

Comme pour Engels, les travaux de Lénine et Kautsky sur l'agriculture et la paysannerie ont une visée clairement politique. Ils attachent une importance particulière à l'analyse des forces productives agricoles en cours de développement et leurs effets sur les formations et processus politiques nationaux *et* réciproquement à l'impact de ces derniers sur les structures et formations agraires existantes. Pour Kautsky, il s'agit d'échafauder la position du Parti social-démocrate allemand (SPD) dans le domaine agraire, et plus particulièrement de contrer l'influence grandissante des courants populistes et agrariens à l'intérieur de son parti (le deuxième tome de La Question Agraire constitue d'ailleurs une proposition de manifeste pour le SPD sur la question agraire). De son côté, et dans le climat particulier des dernières années du régime tsariste, Lénine vise à contrer l'influence des populistes russes dans les campagnes ; populistes qui placent le paysan – plutôt que l'ouvrier – au cœur de leur projet émancipateur au prétexte qu'il incarne une forme authentiquement russe de socialisme (ce qui les amène

d'ailleurs à célébrer la commune paysanne russe [*Mir*] en tant que forme de proto-communisme). La visée politique de leurs textes n'enlève rien à l'intérêt scientifique de leurs travaux.

Kautsky et Lénine – comme Engels – prennent comme point de départ la supériorité du mode de production capitaliste sur les modes de production antérieurs – et notamment féodal. En revanche, malgré cette supériorité, ils constatent des rythmes et des trajectoires de développement spécifiques au capitalisme agraire. Alors que le capitalisme industriel se développe de façon identique quel que soit le contexte national, Kautsky et Lénine constatent des trajectoires de développement distinctes du capitalisme agraire selon la région étudiée. En élargissant son champ d'analyse à la Prusse et aux Etats-Unis, Lénine constate l'existence d'un développement du capitalisme agraire « par le haut » (la voie prussienne) dans lequel une classe de producteurs capitalistes émerge à partir d'une classe de propriétaires terriens féodaux (*feudal landlord class*) ; et un développement « par le bas » (la voie américaine) dans lequel, compte tenu de l'absence de système féodal, le capitalisme procède directement de la décomposition de la paysannerie – avec l'émergence de fermiers (*farmers*) capitalistes. Dès lors, la voie anglaise décrite par Marx dans *Le Capital* ne représente qu'une trajectoire de développement du capitalisme agraire parmi d'autres.

Ces différences de trajectoires s'expliquent notamment par le fait que l'activité agricole correspond à une appropriation *directe* de la nature alors que l'industrie transforme des produits préalablement arrogés à la nature. Dès lors, l'agriculture, à la différence de l'industrie, doit « s'adapter en fonction des incertitudes induites par les environnements et processus naturels, et leurs effets sur la croissance végétale et animale ». Compte tenu de ces incertitudes et des contraintes qu'elles induisent en termes de calcul des coûts – notamment en main d'œuvre – et d'évaluation du retour sur investissement, les capitaux hésitent à s'investir en agriculture. Ce sont ces hésitations qui expliquent les différentes trajectoires empruntées.

Les travaux de Lénine et Kautsky sur la question agraire s'insèrent dans une analyse du développement du capitalisme dans son ensemble. Il ne s'agit pas de questionner la tendance générale – ce que Marx appelle « la sourde pression des forces économiques » – du développement capitaliste mais bien d'en expliquer les variations en termes de rythmes et de configurations. Il s'agit là d'un point central de divergence avec les populistes russes. Pour ces derniers, les tendances lourdes ont *in fine* peu d'importance puisque l'exploitation familiale paysanne moyenne, du fait de son essence même, est en mesure de se reproduire indépendamment du système économique dominant (féodalisme, capitalisme voire même socialisme). Comme l'écrit Lénine,

« les arbres empêchent [les populistes] de voir la forêt, derrière la forme de la propriété terrienne des différentes communautés paysannes ils n'aperçoivent pas l'organisation de l'économie sociale russe dans son ensemble » (*in* Lénine, 1958 [1894], *Œuvres*, Tome I, Editions Sociales, page 369).

L'un des apports majeurs des formulations « léninienne » et « kautskyenne » de la question agraire, est qu'elle permet d'expliquer la coexistence d'un mode de production capitaliste avec des rapports sociaux précapitalistes ; coexistence qui constitue un non-sens théorique si l'on s'en tient à la formulation strictement marxienne de la question agraire. Il ne s'agit pas de rejeter l'analyse marxienne dans son ensemble mais de la replacer dans le contexte historique et géographique particulier qui l'a inspiré – l'Angleterre du milieu du XIX^e siècle – et de l'approfondir en exposant les multiples voies de développement du capitalisme agraire dans différents contextes géographiques et historiques. Comme l'explique Lénine dans sa préface à la deuxième édition du *Développement du Capitalisme en Russie*,

« il faut être le dernier des pédants pour penser résoudre les problèmes originaux et complexes qui se posent dans ce domaine à l'aide de citations tirées de tel ou tel jugement de Marx portant sur une période historique différente de la nôtre ».

Troisième formulation de la question agraire

La troisième formulation de la question agraire identifiée par Byres – et que Bernstein présente comme la problématique de l'accumulation – a trait à la contribution de l'agriculture au processus d'industrialisation. En d'autres termes, il s'agit de voir en quelle mesure l'agriculture – qu'elle soit ou non capitaliste – permet une accumulation hors de l'agriculture. Dans leurs textes de 1899, Kautsky et Lénine n'accordent qu'une place secondaire à cet enjeu. À leurs yeux, et dans la continuité des travaux de Marx, le déploiement du capitalisme en milieu rural va inéluctablement générer le surplus nécessaire à une industrialisation capitaliste et, à terme, au socialisme. Ce surplus prend la forme de travail, de nourriture, de matières premières – essentielles pour les industries textiles par exemple –, et bien sûr de capitaux (sous formes de loyers, de profits, de taxes et impôts). Mais dans quelle mesure une agriculture précapitaliste peut-elle contribuer au développement industriel ? Ou dit autrement, l'accumulation capitaliste hors de l'agriculture est-elle possible sans déploiement du capitalisme agraire ?

Cet enjeu est au cœur des débats des années 1920 en Union soviétique sur l'industrialisation, et notamment dans les écrits d'Evgeni Preobrajensky (1965 [1926], Paris, E.D.I.), économiste, militant bolchévique et auteur de plusieurs ouvrages à l'époque de la *Nouvelle politique économique* (NEP) (Preobrajensky, 1966). Preobrajensky relie le salut du projet socialiste russe au développement d'une industrie nationale. Compte tenu de la faiblesse du tissu industriel russe, Preobrajensky explore la possibilité de s'arroger les excédents agricoles et de les réallouer – de gré ou de force – au développement de l'industrie nationale. En d'autres termes, et compte tenu du contexte de l'époque, Preobrajensky considère que la survie du régime socialiste passe par une « accumulation primitive de type socialiste »[9].

Dans son analyse Preobrajensky énonce l'idée d'une industrialisation capitaliste – et donc socialiste – sans agriculture capitaliste et par le biais d'un processus ininterrompu d'accumulation primitive. Comme l'explique Byres, l'accumulation primitive ne fait

désormais plus partie de la préhistoire – comme l'écrivait Marx – mais bien de l'histoire en cours de réalisation du capitalisme. Dès lors, et sans attendre l'émergence d'un capitalisme agraire,

« un salariat agricole [*free wage labourers*] peut voir le jour, la dépayssannisation et la prolétarianisation peuvent avoir lieu, un marché intérieur (*home market*) peut être créé, et des excédents peuvent être ponctionnés afin de permettre l'accumulation capitaliste en-dehors de l'agriculture, et dans des formes capitalistes ».

Byres et la transition agraire

L'enjeu de la transition agraire, à savoir la manière avec laquelle les questions de la production, de l'accumulation et de la politique accélèrent ou retardent le développement du capitalisme au sein d'une formation sociale donnée, est au cœur du travail de déconstruction de la question agraire classique réalisé par Byres. Selon lui, il y a question agraire lorsque demeurent « des obstacles importants au déploiement des forces capables de générer du développement économique, à la fois à l'intérieur et hors de l'agriculture ». Résoudre la question agraire revient donc à réaliser sa transition agraire et ainsi créer les conditions d'une transformation capitaliste de l'économie dans son ensemble ; transformation capitaliste qui est présentée comme un préalable au socialisme.

Pour Byres, il s'agit d'identifier les leviers dans les campagnes qui permettent au capitalisme agraire de se former et de se déployer. Tout au long de sa carrière, il s'évertuera ainsi à identifier ces leviers dans différents contextes nationaux et à décrire différentes voies de transition vers le capitalisme agraire. Au-delà des voies anglaise (identifiée par Marx), américaine et prussienne (identifiées par Lénine), Byres présentera, entre autres, les voies française, japonaise ou encore coréenne de transition agraire. En général, ces transitions combinent à des niveaux différents des éléments des trois formulations « classiques » précédemment évoquées. Parmi les facteurs explicatifs récurrents des différentes trajectoires constatées on trouve notamment le rôle et l'influence de l'État, ainsi que les rapports de classes – qu'il s'agisse des luttes entre classes dominantes et dominées ou des luttes à l'intérieur d'une même classe de petits producteurs marchands paysans en voie de décomposition.

Comme le fait remarquer Henry Bernstein, en se focalisant sur les facteurs domestiques de la transition, l'analyse de Byres renvoie à une conception très « nationale » – ou « internaliste » – des origines et du développement du capitalisme. Une conception qui s'inscrit dans la continuité des analyses classiques offertes par Marx, Engels ou encore Lénine. Comme le note Bernstein,

« il a très peu été fait état du fait que l'analyse produite par Lénine – la plus complète dans le marxisme classique des processus contemporains de développement dans un pays 'arriéré' ['backward'] – procède avec pratiquement aucune référence à l'économie capitaliste internationale à l'intérieur de laquelle la Russie de la fin du XIX^e siècle était pourtant insérée, et par le biais de laquelle son 'retard' était défini, ni de ses effets sur le développement du capitalisme en Russie ».

Pour Bernstein, cette faible prise en compte des effets induits par l'insertion – même partielle – d'une économie dans le commerce international constitue l'une des principales faiblesses du cadrage marxiste classique – et de surcroît du cadrage proposé par Byres. S'inspirant notamment des travaux de Giovanni Arrighi, Jairus Banaji et Jason Moore, Bernstein insiste sur le caractère mondial-historique et inégal et combiné du développement capitaliste. Il appelle à une meilleure intégration de l'histoire longue du capitalisme et notamment du rôle joué par le capitalisme mercantiliste/marchand. Il faut impérativement, selon lui, tenir compte de l'influence du commerce international de marchandises et des activités bancaires (en tant que sources d'accumulation de capital) sur l'agriculture et sur le développement du capitalisme à l'intérieur d'une formation sociale donnée. Il constate notamment qu'au cours du XVI^e siècle et donc bien avant la Révolution industrielle, les rapports sociaux de production en agriculture ne se limitaient pas aux seuls rapports entre producteurs et propriétaires terriens mais comprenaient également les acteurs économiques qui, sans être directement impliqués dans le procès de production, injectaient une part de leurs capitaux en agriculture.

Capitalisme mondialisé et fin de la question agraire du capital ?

Tout en partageant une même fidélité aux fondements théoriques de l'économie politique marxiste, les lectures offertes par Byres et Bernstein des trajectoires de développement du capitalisme s'accompagnent d'analyses divergentes quant aux mutations récentes du capitalisme et leurs effets sur l'agriculture et les sociétés agraires, notamment dans les pays du Sud. Plus généralement, elles s'accompagnent d'avis différents quant à la pertinence du cadrage classique de la question agraire pour la compréhension de notre époque.

Pour Byres, la transition agraire dans sa formulation classique reste un enjeu majeur dans les pays les plus pauvres. Dans le prolongement des analyses marxistes classiques, Byres s'intéresse dès lors aux « mutations dans les campagnes [...] indispensables au développement du capitalisme et à sa domination ultime à l'intérieur d'une formation sociale nationale particulière ». Le maintien d'une importante population paysanne de petits producteurs familiaux dans les pays du Sud est un signal clair, selon lui, de la non-résolution de la question agraire.

De son côté, Bernstein accorde une attention particulière aux mutations passées et actuelles du capitalisme à l'échelle internationale et à leur impact sur l'agriculture. Il ne s'agit en rien de nier la centralité des rapports et dynamiques de classe mais plutôt d'en

réévaluer la teneur et d'en actualiser l'influence à une « époque historique » [*historical epoch*] très différente de celle de Marx ou Lénine. Pour Bernstein, la phase actuelle de restructuration du capital et de ses conditions d'accumulation se caractérise notamment « par des nouvelles formes de centralisation, de concentration et de mobilité (et 'financiarisation') du capital à l'échelle mondiale » [10].

En s'inspirant notamment des approches en termes de « régimes agro-alimentaires », il constate que dans la période actuelle de capitalisme mondialisé, les flux et circuits de capitaux et de marchandises à l'échelle nationale sont plus que jamais « tempérés par les effets des circuits internationaux du capital et des marchés mondiaux, pour chaque secteur dans n'importe quelle économie [nationale] ». Autrement dit, la production marchande est généralisée à toutes les économies du monde, y compris celles qui se situent à la périphérie du système capitaliste. Par conséquent, il n'est plus possible de parler d'économies « pré- » ou « non-capitalistes ».

En disant cela, il ne s'agit pas d'affirmer que toutes les formes de production, d'échange et de distribution aient été « marchandisées » mais plutôt d'insister sur le fait que dans le monde actuel aucun individu ou ménage – où qu'il soit – n'est en mesure de se reproduire hors des circuits marchands[11]. Comme l'écrit Norman Long, « la 'logique' générale qui dirige la vie économique et les stratégies de subsistance est celle du capitalisme ». « Ainsi, poursuit-il, le faible développement des forces de productions ne signifie pas que les formes paysannes [de production] soient hors du capitalisme ».

Le contexte « mondial-historique » [*world-historical*] actuel nous oblige à revoir la formulation classique de la question agraire. En effet, dès l'instant où « les liens intersectoriels entre agriculture et industrie [sont] désormais arbitrés par les effets (différentiels) des circuits de capitaux internationaux et des marchés mondiaux », fait-il encore sens de parler d'une transition agraire au XXI^e siècle ? Quels sont les effets sur la question agraire des mutations des forces productives et des rapports de production induites par le capitalisme mondialisé ? Dans quelle mesure l'agriculture – et en particulier celle des pays en développement – continue-t-elle à faciliter ou à contraindre la transformation structurelle de l'économie et le déploiement du capitalisme ?

Pour Bernstein, la question agraire classique – et notamment les problématiques de la production et de l'accumulation – s'apparente de fait à la question agraire du capital, et singulièrement à celle du capital industriel. En d'autres termes, la question de l'émergence et du déploiement du capitalisme à l'échelle d'un pays est au cœur de l'analyse de Byres – et de Marx, Lénine ou encore Kautsky. Byres part du principe que l'apparition et le développement d'un capitalisme agraire « autochtone » est un préalable au développement du capitalisme en général. Ce cadrage « internaliste » se fonde sur l'idée que le capitalisme trouve *nécessairement* ses sources dans l'émergence d'un capitalisme agraire *national*, lui-même issu d'un processus d'accumulation primitive *national*. Pour Bernstein, au contraire, la phase actuelle de capitalisme mondialisé rend la question agraire du capital caduque – du moins à l'échelle mondiale. Comme il l'écrit, « il

n'existe plus de question agraire du capital à l'échelle mondiale, et ce, même si la question agraire [...] n'a pas encore été résolue dans de nombreux pays du 'Sud' ». Nous assistons dès lors, selon lui, à « la fin de la question agraire sans sa résolution ».

Initiée au cours des années 1970, la phase actuelle de capitalisme globalisé s'accompagne de changements structurels profonds d'une ampleur comparable à ceux observés plus d'un siècle auparavant (au cours des années 1870). Dans le domaine agricole se déploient de nouvelles manières de produire, mais également d'organiser les chaînes d'approvisionnement. Celles-ci entraînent une hausse de la productivité du travail en agriculture et une baisse des prix des denrées alimentaires de base. Compte tenu des risques et incertitudes inhérentes à l'activité agricole – accentués par le dérèglement climatique –, la plupart des détenteurs de capitaux nationaux et étrangers tendent à se détourner de l'agriculture. Ils laissent le champ libre à une poignée de spéculateurs et à quelques multinationales de l'agroalimentaire qui contrôlent l'amont et l'aval de la production agricole (notamment par le biais des brevets sur les semences). Les denrées agricoles, comme en atteste la centralité des questions agricoles au sein de *l'Organisation Mondiale du Commerce* (OMC), deviennent des marchandises comme les autres.

Au cours des années 1950 et 1960, de nombreux pays du Sud cherchaient surtout à favoriser l'émergence d'un marché domestique. À partir des années 1970, et sous l'impulsion des grandes institutions internationales telles que la Banque Mondiale – qui conditionnaient leur aide à la libéralisation des marchés agricoles nationaux – ces mêmes pays changent radicalement d'approche en misant sur le modèle agro-exportateur. Dès lors, les secteurs agricoles nationaux et les centaines de millions d'individus qui en dépendent s'insèrent pleinement dans les chaînes d'approvisionnement et de commercialisation internationales. Du fait de cette ouverture, le déploiement du capitalisme dans l'agriculture au sein d'une formation sociale donnée est de plus en plus influencé par les transitions agraires en cours ou achevées dans d'autres régions du monde, ainsi que par les dynamiques changeantes du capitalisme à l'échelle globale. Ce qui apparaît ici comme question fondamentale est donc bien de savoir si la transition agraire demeure une condition du développement économique capitaliste.

Au-delà de son impact sur leurs agricultures nationales respectives, et sur celles et ceux qui la pratiquent, la plus forte insertion des pays du Sud dans le marché mondial signifie que leur développement industriel n'est plus conditionné par l'émergence de capitaux agraires nationaux. Ils peuvent désormais s'approvisionner en capitaux par le biais de bailleurs de fonds et d'investisseurs étrangers, publics (aide au développement) ou privés. Ce sont ces capitaux étrangers, et non plus les rapports intersectoriels entre agriculture et industrie sur le plan national, qui fixent la trajectoire, la cadence et l'ampleur de l'industrialisation.

Tout comme il n'y a plus d'entrave au développement du capitalisme en agriculture (problématique de la production), il n'existe plus non plus de barrière à l'accumulation capitaliste en général (problématique de l'accumulation). Cet accès simplifié aux capitaux permet un développement de l'économie nationale indépendamment de sa capacité à générer et à approprier les surplus agricoles (capitaux, main d'œuvre, matières premières, etc.). La transition agraire – et donc la restructuration capitaliste de l'agriculture – ne constitue plus un préalable au déploiement des rapports capitalistes de production à l'intérieur d'une formation sociale donnée. Une agriculture stagnante ne constitue plus un obstacle à la transformation capitaliste d'un pays. D'ailleurs, l'agriculture est à la marge d'un processus d'accumulation capitaliste qui, à l'échelle planétaire, est désormais porté par l'industrie et les services, et tout particulièrement les services financiers. Dans la phase actuelle de capitalisme mondialisé, on constate donc un découplage entre agriculture et accumulation capitaliste.

Signalons que l'affirmation de Bernstein selon laquelle la question agraire sous sa formulation classique serait « morte » a fait l'objet – et fait encore l'objet – de critiques virulentes à l'intérieur des « études agraires critiques ». Terence Byres mais également Carlos Oya reprochent à Bernstein son « déterminisme système-mondialiste » [*world systems determinism*]. À trop vouloir tenir compte des effets du capitalisme mondialisé, Bernstein finit par sous-évaluer, d'après eux, l'influence des capitaux nationaux dans les pays du Sud. Akram-Lodhi, quant à lui, reproche à Bernstein de trop se focaliser sur l'enjeu de l'accumulation qui ne constitue, à ses yeux, qu'une dimension parmi d'autres de la question agraire. Il insiste sur la nécessité de prendre en compte les effets induits par les mutations politiques et en matière de production agricole dans le processus de transformation capitaliste.

L'émergence d'une nouvelle question agraire du travail ?

En admettant que la question agraire du capital soit caduque, qu'advient-il de ces milliards de d'individus dont la survie dépend encore de l'agriculture ? Et plus particulièrement, qu'en est-il de ces 2,5 milliards de petits agriculteurs qui produisent près de 80% des aliments consommés dans les pays en développement ?

La phase actuelle de capitalisme mondialisé a des effets dévastateurs sur le monde du travail. La flexibilisation et la dérégulation à outrance des marchés du travail, le démantèlement de l'État providence au Nord et de l'État développementaliste au Sud – auxquels il faut ajouter la crise conjuguée du syndicalisme et du socialisme – s'accompagnent d'un durcissement des conditions de travail et de vie, de baisses de salaires, et, particulièrement dans les pays du Nord, de la suppression des aides et minimas sociaux. La conséquence est une plus forte précarité des travailleurs des villes et des campagnes. En zone rurale, les petits producteurs agricoles sont confrontés à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté, voire, dans certaines régions du monde, à la famine. À la campagne comme à la ville, les plus durement touchés sont les travailleurs

du secteur informel. Représentant plus de la moitié de la main d'œuvre dans les pays en développement, cette armée de réserve du capital est engagée dans une véritable lutte pour la survie au quotidien.

Cette lutte pour la survie entraîne une fragmentation de plus en plus prononcée de la force de travail – fragmentation qui contraste fortement avec la concentration toujours plus importante des capitaux à l'échelle planétaire (Bernstein, 2004). Les travailleurs sont de plus en plus amenés à cumuler – au cours de leur vie et/ou simultanément – plusieurs emplois, souvent mal rémunérés et précaires, et répartis sur plusieurs sites : ville et campagne, dans le domaine agricole et non agricole, travail salarié et indépendant. Compte tenu de cette fragmentation et de cette plus forte mobilité de la force de travail, les catégories classiques (ouvrier, paysan, commerçant, urbain, rural, salarié, indépendant) ne permettent plus de désigner les travailleurs précaires aujourd'hui. Comme l'écrit Bernstein,

« il n'existe pas de 'condition prolétaire homogène' dans le 'Sud', autre que cette exigence vitale : celle d'assurer ses besoins de reproduction (survie) par la vente (directe ou indirecte) de sa force de travail ».

Au vu de leurs multiples identités et positionnements sociaux, Bernstein privilégie le concept de « classes de travail » pour qualifier les millions de femmes et hommes qui doivent – directement et indirectement – vendre leur force de travail pour assurer leur survie quotidienne et celle de leurs familles et communautés. Loin de se limiter aux seuls ouvriers agricoles, les classes de travail incluent également des individus qui disposent d'une partie – voire même de la totalité – des moyens de production mais qui, comme le salariat, sont assujettis à des donneurs d'ordre en amont ou en aval du procès de production. Afin d'assurer leur reproduction en tant que capital et travail, ces petits producteurs marchands sont régulièrement amenés à s'auto-exploiter ou à exploiter des membres de leur entourage direct (membres de la famille et de la communauté) [12].

La place prépondérante occupée par la petite production marchande dans les régions rurales du Sud contribue fortement à cette fragmentation des classes de travail. Entreprise productive à petite échelle – généralement à l'échelle familiale – pleinement insérée dans les rapports de production et de reproduction capitalistes, la petite production marchande combine de façon contradictoire les « positionnements de classe » [*class places*] du capital et du travail. Dans les pays du « Sud », la plupart des petits producteurs – souvent qualifiés de « paysans » – ne sont ni totalement dépossédés de leurs moyens de (re)production, ni pleinement en possession des ressources nécessaires à leur reproduction en tant que capital et travail. En tant que détenteurs de leurs moyens de production, les petits producteurs marchands s'apparentent à des petits capitalistes. Sauf qu'à la différence de ces derniers, ils sont contraints de mobiliser – et d'exploiter – leur propre force de travail ou celle de leur entourage direct (conjoint, enfants, parents, etc.) pour assurer leur reproduction simple – et de façon plus exceptionnelle, leur reproduction élargie.

Les petits producteurs marchands mettent en œuvre – parfois simultanément – une série de stratégies de survie. Ils sont régulièrement amenés à vendre leur force de travail à l'intérieur et hors de l'agriculture. Ils cumulent et combinent plusieurs emplois : celui de travailleur sans terre, de petit paysan, d'ouvrier agricole ou d'usine, de petit commerçant, etc. Pour Bernstein, cette incapacité à assurer sa reproduction hors des circuits marchands traduit une forme de « marchandisation de la subsistance ». Bien qu'il ne prenne pas la forme de travail salarié « libre » – que l'on associe généralement au prolétariat –, le travail est bien subsumé sous le capital.

Il existe par ailleurs d'autres facteurs de « différenciation sociale » (pour reprendre le concept emprunté à Barbara Harriss-White). Pour pleinement appréhender la fragmentation en cours des classes de travail, Bernstein insiste sur le besoin d'aller au-delà d'une analyse strictement économique centrée sur les rapports de classe. Il faut impérativement, selon lui, tenir compte de l'incidence d'autres facteurs tels que le genre, l'âge, l'origine ethnique, la religion ou encore la caste ; facteurs qui ne trouvent pas obligatoirement leur source dans le capitalisme et qui ne servent pas nécessairement ses intérêts. Comme l'écrit Bernstein,

« les sources structurelles de l'exploitation et de l'inégalité inhérente à n'importe quel type de production capitaliste (petite et grande, informelle et formelle) se conjuguent à d'autres formes d'inégalité sociale et d'oppression pour produire des divisions à l'intérieur des classes de travail ».

Citant Étienne Balibar, Bernstein considère qu'à l'intérieur du capitalisme, les rapports de classe forment « une structure déterminante, couvrant toutes les pratiques sociales, sans être la seule et unique ». En d'autres termes, la production et la reproduction des classes de travail sont *universellement* mais pas *exclusivement* agencées par les rapports de classe. Dès lors, le fait de ne pas *directement* discerner les rapports capital-travail du fait de l'existence d'autres facteurs de différenciation sociale plus visibles, ne remet pas en question l'emprise du capitalisme sur l'ensemble du monde social.

Le monde, selon Bernstein, fait actuellement face à une « crise du travail en tant que crise de reproduction » ; crise du travail qui se manifeste par un chômage et une pauvreté de masse, l'insécurité alimentaire, la famine, et plus généralement l'oppression et l'exploitation à l'intérieur des communautés rurales – notamment sur des bases de genre. Si l'on peut encore parler d'une question agraire au XXI^e siècle, il s'agit donc essentiellement pour Bernstein d'une question agraire du travail ; question qui résulte de l'incapacité du capitalisme mondialisé à garantir une vie décente à tous les travailleurs. Elle appelle à une analyse de la structuration des classes agraires du travail, des rapports sociaux qui les opposent à d'autres et entre elles, ainsi que leurs conditions d'accumulation et de reproduction à l'intérieur du capitalisme globalisé.

Question agraire du travail et mobilisations paysannes

Pour Bernstein, la multiplication des luttes agraires – notamment les luttes centrées sur le foncier – renvoie à la non-résolution de la question agraire du travail. Il s'empresse néanmoins d'insister sur le fait que ces luttes sont avant tout défensives et de survie et qu'elles ne traduisent aucunement l'existence d'une « classe sociale unitaire », « paysanne », porteuse d'une « vision du monde » [*worldview*] alternative. En précisant cela il tient à clairement se distancier des nombreuses analyses, y compris au sein des *critical agrarian studies*, qui voient dans les luttes agricoles et rurales actuelles l'expression d'une altérité « paysanne » et/ou d'un ethos « paysan » [13].

Pour Philip McMichael, par exemple, les mobilisations agraires contemporaines – et notamment celles portées au plan international par la Via Campesina – sont la manifestation d'une lutte à l'échelle globale entre deux projets politiques diamétralement opposés[14]. Cette lutte oppose, d'un côté, les partisans d'un régime agroalimentaire « hors sol » et « sans agriculteurs » et de l'autre, un mouvement global de résistance « paysanne » qui, à travers son projet alternatif de « souveraineté alimentaire », promeut une agriculture et une alimentation « de quelque part »[15]. En s'attaquant à l'exclusion politique et sociale générée par le *global corporate food regime* les mouvements « paysans » intègrent toute une série d'enjeux liés au développement et qui débordent largement du seul cadre agricole ou rural : défense de l'environnement, justice sociale, nouveaux rapports à la technique. Loin d'être des simples mobilisations catégorielles, les mouvements paysans tels que la *Via Campesina* sont porteurs, selon McMichael, d'un projet de société alternatif.

À travers son analyse, Henry Bernstein s'éloigne très nettement de telles présentations de la « paysannerie » comme « autre du capitalisme ». Pour Bernstein, et bien qu'elles incluent parfois des imaginaires post-capitalistes, les luttes et mobilisations « paysannes » contemporaines n'ont pas la portée « mondiale-historique » ou « systémique » que leur attribue McMichael et d'autres partisans de la cause paysanne. Il estime que la phase actuelle de capitalisme mondialisé ne remet pas fondamentalement en cause la centralité du rapport capital-travail – ce que Marx appelle « la source pression des rapports économiques » – mais ne fait qu'en redéfinir les contours et les manifestations. La « paysannerie » ne constitue donc pas une alternative systémique ou un dépassement du système capitaliste. Il suffit, pour Bernstein, de voir l'hétérogénéité des mouvements de résistance « paysanne » qui combinent, de façon très instable et contradictoire, une grande diversité « d'éléments et de tendances de classe ».

Sinon la paysannerie, alors qui ? Qui est en capacité de porter un projet agricole émancipateur capable de fournir une alimentation saine, de qualité et respectueuse de l'environnement à une population mondiale toujours plus grande ? Bernstein n'a pas de réponse à ces questions. Tout comme il ne croit pas au potentiel révolutionnaire de la « paysannerie », il ne semble pas non plus croire en celle du mouvement ouvrier/de la classe ouvrière et des organisations qui la représentent. Comme nous l'avons vu, la phase actuelle de capitalisme mondialisée, marquée par la fragmentation des « classes de travail », ne permet plus d'envisager une « condition prolétarienne mondiale homogène ».

Le fait de ne pas « prendre partie pour les paysans » [*taking the part of peasants*], pourrait être vu comme une forme de renoncement à s'engager. Malgré leurs imperfections, la Via Campesina ou la Conf ne méritent-elles pas notre soutien inconditionnel ? Pour ma part, j'estime que cette prise de hauteur est salutaire et courageuse. La plus belle marque de respect et le meilleur service que l'on puisse rendre à celles et ceux qui produisent en agriculture – et aux organisations qui les représentent –, est de fournir les outils intellectuels qui, plutôt que de les objectiver, leur permettent de comprendre et d'analyser leur situation, et leur évitent d'avoir à « jouer les paysans » pour être entendu. L'analyse de classe de l'histoire agraire que nous offre Bernstein dans *L'agriculture à l'ère de la mondialisation*, en interrogeant plusieurs présupposés très répandus chez ceux qui prennent fait et cause pour les « paysans », relancera, je l'espère le débat à gauche en France sur l'agriculture. Cet ouvrage est un point d'étape important dans la longue histoire du marxisme agraire. Il fait partie de ces ouvrages précieux qui font (brillamment) le point sur le chemin déjà parcouru et sur celui qu'il reste à faire ; de ces ouvrages que l'on discute autant que l'on lit.

Notes

[1] Benstein, Henry, *L'agriculture à l'ère de la mondialisation. Transformations agraires et dynamiques de classes*, Paris, Éditions Critiques, 2019, 204 p.

[2] Sur ce point, voir l'extraordinaire thèse de Jérôme Grossman. Grossman, Jérôme (1980), *Agriculture et économie politique : Examen de quelques textes représentatifs des principales tendances de l'économie rurale française contemporaine*, Thèse, Paris: INRA.

[3] Du nom d'Henry Mendras, figure tutélaire de la sociologie rurale empirique française.

[4] Ce point est évoqué par Michel Robert (1986) dans *Sociologie Rurale*, Paris, Presses Universitaires de France.

[5] Cavailhès, Jean (1976) « L'Analyse léniniste de la décomposition de la paysannerie », in *Critiques de l'économie politique*, 23; Ossard, Hervé (1976), « L'Agriculture et le développement du capitalisme », in *Critiques de l'économie politique*, 24-25.

[6] Quelques exemples incluent le département d'études sur le développement de la School of Oriental and African Studies (SOAS) de Londres (Royaume-Uni) et son *Agrarian Change seminar*, le programme en études agraires de l'Université de Yale (Etats-Unis) (lancé formellement en 1991 par James Scott), le cursus *Agrarian, Food and Environmental Studies* (AFES) à l'Institut International d'Etudes Sociales (ISS) de La Haye (Pays-Bas), le programme en développement rural (PGDR) de l'Université Fédérale de Rio Grande do Sul à Porto Alegre (Brésil), le *College of Humanities and Development Studies* (COHD) du China Agricultural University de Beijing (Chine), ou encore l'*Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies* (PLAAS) de l'Université du Cap (Afrique du Sud).

[7] Au-delà de JPS et JAC, d'autres revues scientifiques – telles que le *Third World Quarterly* ou *Globalizations* – ouvrent régulièrement leurs colonnes aux travaux et analyses des études agraires critiques.

[8] Anthropologue marxiste à la *School of Oriental and African Studies* (SOAS) et figure centrale des études agraires critiques.

[9] La collectivisation de l'agriculture à la fin des années 1920 peut s'interpréter comme une tentative – parmi d'autres envisagées – d'« accumulation primitive socialiste ».

[10] Bernstein fait la distinction entre mondialisation et néolibéralisme. Selon lui, le néolibéralisme est un « projet politique et idéologique en appui à la restructuration du capital et de ses modalités d'accumulation ». C'est un projet axé sur la dérégulation au prétexte qu'elle serait source de plus de liberté.

[11] Compte tenu, par exemple, de l'importance du travail non-rémunéré – travaux domestiques, travail des enfants, travail informel non rémunéré, échanges entre familles – qui font partie intégrante des économies capitalistes.

[12] Au-delà du besoin croissant de combiner travail salarié et indépendant, travail formel et informel, Bernstein identifie plusieurs facteurs liés à la phase actuelle de capitalisme mondialisé qui contribuent à accentuer cette fragmentation des classes de travail. Premièrement, à l'échelle planétaire, l'écart de richesse et les rapports de pouvoir entre Nord et Sud empêchent la formation d'une « condition prolétarienne mondiale homogène ». Le deuxième facteur a trait aux écarts importants entre pays du Sud lorsqu'il s'agit du poids relatif du secteur informel dans l'économie nationale. Les différences constatées renvoient aux schémas de développement du capitalisme mondialisé, et plus particulièrement à la structuration des circuits de production, d'approvisionnement et de consommation, et à leur articulation.

[13] On retrouve cette approche dans de nombreux travaux de sociologie rurale française.

[14] Pour Philip McMichael, nous sommes en présence d'un nouveau régime agroalimentaire global de firme [*global corporate food regime*]. Celui-ci se manifeste notamment par une plus forte division du travail agricole entre pays – à travers la spécialisation dans une poignée de cultures d'exportation – et par la mise en place de systèmes globaux d'approvisionnement et de distribution contrôlés par une poignée de firmes multinationales (McMichael, 2005, page 282). De portée « mondiale-historique », le *global corporate food regime* transcende les rapports classiques entre capital et travail en leur adjoignant des « rapports de circulation » liés à la grande mobilité des denrées alimentaires à l'échelle planétaire. Ces rapports de circulation sont éminemment politiques puisqu'ils profitent « aux pays du Nord et aux classes possédantes [et ce] aux dépens de la majorité de la population du globe » – d'où l'idée d'une « agriculture sans agriculteurs ».